

Les enjeux économiques de l'Union de l'énergie

L'Union de l'énergie propose une vision de la politique énergie-climat avec une ampleur nouvelle. Pour Michel Matheu du groupe EDF, l'enjeu économique majeur de cette Union est de contenir les coûts de la transition énergétique.

Cinq dimensions d'action pour trois objectifs

La communication de la Commission européenne commence par un diagnostic lucide : forte dépendance de l'Europe par rapport à l'extérieur, énorme programme d'investissements en perspective, prix de gros de l'électricité déprimés et prix de détail élevés créant un problème de compétitivité. À partir de ce constat, elle propose cinq dimensions d'action : sécurité d'approvisionnement, achèvement du marché intérieur, modération de la consommation, décarbonation du bouquet énergétique, recherche et innovation.

Ce faisant, elle prolonge et complète les orientations du Conseil européen d'octobre 2014 qui assignent à l'Europe trois grands objectifs pour 2030 :

- ▶ réduire les émissions de gaz à effet de serre de 40 % par rapport à 1990, objectif contraignant ;
- ▶ améliorer l'efficacité énergétique de 27 %, qui peut être portée à 30 % après une revue d'ici 2020, objectif indicatif ;
- ▶ porter la part des renouvelables (ENR) à 27 % de la consommation, objectif contraignant au niveau européen.

Briser le cercle vicieux de la surcapacité

Ce socle marque un pas dans la bonne direction : décarboner l'économie européenne à coût maîtrisé de manière à desserrer la contrainte de compétitivité liée à la dépendance en hydrocarbures. Il s'agit d'un pas seulement car tout objectif d'ENR ou d'efficacité énergétique empêche de minimiser le coût de la décarbonation, mais d'un pas substantiel car on raisonne un peu plus en termes de coûts et d'avantages.

Il était temps. Car la situation ne cesse de se dégrader depuis 2011, surtout dans le secteur électrique. Le prix du carbone est tombé à 5 ou 7 €, ce qui n'incite à aucun comportement ni investissement vertueux dans l'électricité. Les prix de gros allemands de l'électricité flirtent à 30 €, la moitié du coût total de production dans une centrale conventionnelle. Dans les prix finaux la part des taxes qui financent surtout les ENR non encore rentables a doublé en trois ans pour dépasser la part des réseaux.

C'est dire qu'il est indispensable d'agir sur les fondamentaux, en particulier de briser le cercle vicieux de la surcapacité. Entre 2007 et 2013, la demande électrique européenne est restée étale autour de 2 800 TWh. Dans la même période, le système électrique européen a dû accueillir beaucoup plus de 200 TWh de production renouvelable bénéficiant d'un privilège d'injection prioritaire. Les prix de l'énergie et du carbone ne pouvaient que s'effondrer.

Les experts indépendants ne prévoient pas avant 2025-2030 le retour des prix de gros de l'électricité à un niveau qui fasse sens pour investir,

60 ou 70 €/MWh. C'est aussi vers 2030 que le prix du carbone pourrait retrouver des couleurs et atteindre 30 €.

Pour un signal-prix qui incite à l'investissement

Il faut donc s'engager tout de suite dans la bonne direction. La première étape est de remettre le prix du carbone au premier plan, d'en faire le signal principal qui, aux côtés du prix de l'énergie, guide l'investissement en production et en efficacité énergétique. Cela veut dire que le prix du



« On ne prévoit pas avant 2025-2030 le retour des prix de gros de l'électricité à un niveau qui fasse sens pour investir »

carbone va monter. Mais c'est pour mieux réduire d'autres charges. Le ménage allemand qui achète un MWh d'électricité paie aujourd'hui 5 € de carbone et quelque 70 € en subventions, pour les ENR essentiellement. L'Europe peut viser une situation où le ménage paierait 20 ou 30 € de carbone, sans conséquence politique.

C'est à une transition assez longue, une décennie ou un peu plus, qu'il faut se préparer. On ne peut pas passer d'un coup, par un « big bang », d'un système d'investissement largement subventionné à un fonctionnement de marché. On en sortira progressivement tout en investissant dans la production bas carbone dès que la demande le permettra. Cela signifie une trajectoire de maîtrise des volumes offerts sur le marché, de réduction des subventions, de recherche des technologies les moins chères. Le nouveau nucléaire et les filières renouvelables matures qui se compléteront dans le bouquet de demain ont aujourd'hui besoin de mécanismes de soutien parce que le marché est trop dégradé. Le but doit être de leur apprendre à s'en passer.

Il y a beaucoup de raisons d'accueillir favorablement l'Union de l'énergie. Elle ouvre la voie à une stratégie de décarbonation compétitive de l'économie européenne, dans laquelle des acteurs français sont bien placés, car la France a pris les devants. Cette stratégie est compatible avec la transition qui vient d'être esquissée. Contenir les coûts de cette transition, tel est finalement l'enjeu économique majeur de l'Union de l'énergie. ☞

Michel Matheu, directeur du pôle Stratégie UE au groupe EDF